**ARRETE PORTANT RADIATION DES effectifs**

**POUR ABANDON DE POSTE**

**De Monsieur *(Ou Madame) … (Grade)***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

|  |
| --- |
|  |

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l’application de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* ...a abandonné son service le … et qu’il (ou elle) n’a pas repris ses fonctions depuis cette date,

Considérant que l’intéressé(e), mis(e) en demeure, par lettre recommandée en date du …… avec accusé de réception notifiée le……, de reprendre son poste *ou de justifier de son absence*, n’a ni répondu à ladite mise en demeure ni fourni de justificatifs d'ordre matériel ou médical susceptibles d'expliquer son absence ou sa situation, bien qu’il (elle) ait été informé(e) qu’en cas de refus d’obtempérer, il (elle) serait radié(e) des effectifs, sans procédure disciplinaire préalable,

Considérant qu’en abandonnant son service sans raison valable et légitime, l’agent rompt le lien qui l’unit à l’administration et se place de son fait en dehors des champs d’application des lois et règlements édictés en vue de garantir l’exercice des droits inhérents à l’emploi,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du … (*au plus tôt à la date de notification du présent arrêté),* Monsieur *(ou Madame)*... *(Grade),* est radié(e) des effectifs et perd sa qualité d’agent public contractuel de *(Nom de la collectivité)*,

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 3 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 4**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,